

«Le Brexit, une belle occasion pour l'Europe». La chronique de Patrick Devedjian

« La politique anglaise en Europe s'efforçait de diviser les Français et les Allemands, elle sera plus difficile à mener désormais »



Vendredi soir, la Grande-Bretagne aura juridiquement quitté l'Union européenne. Quelle tristesse de voir nos amis britanniques vivant en France, parfois depuis longtemps, si affligés de cette situation au point que nombre d'entre eux demandent la nationalité française, ce qui est une grande chance pour la France. Quelle tristesse de voir nos amis et parfois nos enfants conduits à quitter Londres, alors qu'il y avait plus de 300 000 Français à y travailler, ce qui était très profitable à l'Angleterre, sans parler des autres Européens également présents au nombre de 3,5 millions dans le Royaume-Uni.

L'Union européenne et Michel Barnier, son négociateur en chef, auront montré une patience infinie au regard de l'irresponsabilité de David Cameron, des palinodies de Theresa May et des provocations des brexiters. Le nationalisme, si meurtrier, continue d'infuser son poison populiste.

Quand elle était dans l'Union, la politique de l'Angleterre était de la détruire en militant pour son extension illimitée, allant jusqu'à œuvrer activement et cyniquement pour l'entrée de la Turquie. Aujourd'hui, elle voudrait poursuivre la même politique de dissolution de l'Europe par l'extérieur ; le temps est donc venu de répondre par une stratégie déterminée à cette tentative. Nous avons aussi entendu l'annonce de la destruction de l'Europe par Nigel Farage, et la menace d'un dumping fiscal sur le modèle de Singapour.

«Nous devons montrer notre compréhension à l'Ecosse dans son désir d'Europe, à l'Irlande dont nous savons bien qu'elle a vocation à être réunifiée»

Nos diplomates doivent signifier clairement au monde entier que la Grande-Bretagne n'a plus d'influence sur l'UE et qu'il est inutile de s'adresser à elle comme intercesseur. Nous devons montrer notre compréhension à [l'Ecosse dans son désir d'Europe](#) qui est légitime, à l'Irlande dont nous savons bien qu'elle a vocation à être réunifiée. Ursula von der Leyen paraît vouloir incarner une Europe puissante : l'occasion est là, au contraire de l'équipe précédente où la Grande-Bretagne avait des alliés inconditionnels.

Politique offensive. Les conditions sont réunies pour une politique offensive, avec un renforcement de la zone euro dans un marché de 450 millions de consommateurs. La dangereuse aventure anglaise peut continuer à rassembler les Européens qui ont déjà démontré leur cohésion depuis le référendum de 2016. La politique anglaise en Europe s'efforçait de diviser les Français et les Allemands, elle sera plus difficile à mener désormais. La coordination étroite entre l'Allemagne et la France demeure une donnée fondamentale. Dans les pays européens, les adversaires de l'Union marquent le pas : c'est caractéristique en France, avec le Rassemblement national. C'est le cas aussi en Grèce.

«Dans les négociations de sortie qui sont à venir, Boris Johnson tentera d'obtenir des accommodements sur la question du passeport financier. L'opinion publique européenne jugera ses dirigeants à leur fermeté»

Les pays européens, et la France en particulier, doivent à mon sens mener une politique active de réduction de la fiscalité financière et assurantielle, et se tenir à un minimum de stabilité juridique pour accélérer la migration en Europe des entreprises financières installées dans la City. Dans les négociations de sortie qui sont à venir, Boris Johnson tentera d'obtenir des accommodements sur la question du passeport financier. L'opinion publique européenne jugera ses dirigeants à leur fermeté dans ce domaine.

En effet, le passeport financier permet aux banques et assurances résidant à la City de Londres de vendre leurs produits dans l'Union européenne. La perte du passeport financier conduit ces établissements à venir s'installer dans l'UE. Le processus est déjà en cours et c'est ainsi que la France a obtenu que l'Autorité bancaire européenne vienne s'installer dans la tour Europlaza, dans le quartier d'affaires de la Défense dans les Hauts-de-Seine. Le Lloyd's a choisi Bruxelles, [JP Morgan étoffe sérieusement sa présence à Paris](#) et d'autres encore... Tout cela n'est pas étranger à la baisse du chômage.

L'Angleterre a refusé d'adhérer au traité de Schengen mais demande à la France de la protéger à Calais contre l'immigration clandestine. Elle a refusé d'adhérer à l'euro, contrairement à l'Irlande, mais la livre sterling a sérieusement décroché depuis le référendum du 23 juin 2016.

Le commerce de l'Union européenne avec le Royaume-Uni ne représente que 9% de ses exportations ; à l'inverse, les exportations du Royaume-Uni vers l'Union européenne atteignent 47% de ses ventes à l'international : qui ne voit que la dissymétrie de l'échange est un avantage dans la négociation ? La politique agricole commune (PAC) va cesser de

subventionner l'agriculture britannique et la reine d'Angleterre qui en était la plus grande bénéficiaire : ce sera un grand et coûteux bouleversement. La société britannique a la même exigence que la population française en matière sociale, qu'il s'agisse de la santé ou de l'éducation : Boris Johnson a beaucoup promis, il lui est déjà très difficile de financer ces dépenses.

Nous avons tous compris que Boris Johnson compte sur le soutien américain en général, et sur Donald Trump en particulier : il n'est pas exclu que la Grande-Bretagne bénéficie de quelques avantages conjoncturels et symboliques de la part des Etats-Unis, mais il est douteux que cela soit suffisant pour affronter une concurrence qui promet d'être féroce avec une nation qui ne connaît que la loi du dollar et dont la fiabilité est rarement durable, comme on vient de le voir au Proche-Orient.

On aurait donc tort de continuer à se lamenter sur le Brexit et ses conséquences, même s'il est bien vrai qu'il posera des problèmes d'adaptation aux Européens. Il peut être, tout au contraire, une opportunité de resserrer les liens entre nations européennes et de mettre en œuvre la politique d'approfondissement qui a tant été négligée. L'Europe est dans une position de force, encore faut-il qu'elle s'en persuade et qu'elle l'assume.

Avocat, ancien ministre, Patrick Devedjian est président du conseil départemental des Hauts-de-Seine. Retrouvez sa chronique une semaine sur deux, le mercredi sur lopinion.fr et le jeudi dans l'édition papier de l'Opinion.

<https://www.lopinion.fr/edition/international/brexit-belle-occasion-l-europe-chronique-patrick-devedjian-210026>